



Femmes dans l'Emploi Informel :
Globalisation et Organisation

BULLETIN D'INFORMATION OB

Février 2022

Un bulletin d'information pour les organisations de
base des travailleuse·eur·s de l'informel

Élaboré par : Programme Organisation et représentation de WIEGO

L'art de relever le défi

Récits des OB, leurs réussites et leurs difficultés

Voici le premier bulletin d'information de WIEGO pour les OB de l'année 2022, où la pandémie continue de ravager les vies des travailleuse·eur·s de l'informel. Les récits contenus dans ce numéro montrent comment les organisations de base relèvent le défi, et ce, en trouvant des moyens de construire des communautés, en luttant contre l'inégalité au niveau mondial, en utilisant des informations techniques pour soutenir leurs revendications et plus encore !

Nous invitons les lectrice·partager des témoignages concernant le processus d'organisation. Ayez la gentillesse de les envoyer à Sope Ogunrinde à l'adresse sope.ogunrinde@wiego.org.

Les vendeuse·eur·s de rue en font une journée

Chaque 14 novembre, les vendeuse·eur·s de rue du monde entier commémorent leurs luttes, leurs victoires et leurs revendications. L'année 2021 ne faisant pas exception, StreetNet International a mis en avant la voix et la visibilité des vendeuse·eur·s à travers les célébrations.

Découvrez sept histoires de vendeuse·eur·s de rue recueillies par l'équipe de StreetNet Jeunes reporters sur le terrain : <https://streetnet.org.za/fr/campaign/la-journee-internationale-des-vendeurs-de-rue-14-novembre-2021/>

On peut citer Eunice Nankhwema, à Blantyre, au Malawi, qui fabrique et vend des fleurs et tient un salon de beauté ; ou Aissata Sylla, de Conakry, en Guinée, qui vend des chaussures pour subvenir aux besoins de ses parents et qui dit qu'elle était capable de vendre vingt paires par jour avant l'arrivée de la COVID-19, mais qu'elle se bat maintenant pour en vendre plus de cinq par jour ; et bien d'autres encore.

L'année 2022 est celle du 20^e anniversaire de StreetNet International !



Eunice Nankhwema dans son salon à Blantyre.

Discussion sur l'inégalité dans la Conférence internationale du Travail

Les délégué·e·s des réseaux internationaux de travailleuse·eur·s de l'informel se sont rendu·e·s bien préparé·e·s à la deuxième partie de la [Conférence internationale du Travail](#) virtuelle tenue du 25 novembre au 11 décembre 2021. [La Fédération internationale des travailleuses domestiques](#), HomeNet International, l'Association des femmes indépendantes en Inde, [StreetNet International](#) et WIEGO avaient préparé un document de position commun soulignant la causalité entre les inégalités croissantes au niveau mondial et le secteur informel, ainsi que ses répercussions.

Les dix principes et revendications du document de position non seulement évoquent les problèmes liés aux inégalités pour les travailleuse·eur·s de l'informel, mais proposent également des mesures qui permettraient de réduire ces inégalités.

La COVID-19 a aggravé les inégalités préexistantes en matière de sécurité des revenus, d'inclusion (ou d'exclusion) dans les lois et réglementations du travail, de protection sociale, de représentation et de pouvoir de négociation, pour n'en citer que quelques-unes.

En participant activement au groupe des travailleuse·eur·s dans le comité traitant de l'inégalité et le monde du travail, ainsi qu'en contactant les gouvernements pendant les négociations, les délégué·e·s ont réussi à faire inclure la plupart des problématiques et des revendications dans les conclusions du débat.

Calculateur d'émissions de gaz à effet de serre des récupératrice·eur·s de matériaux

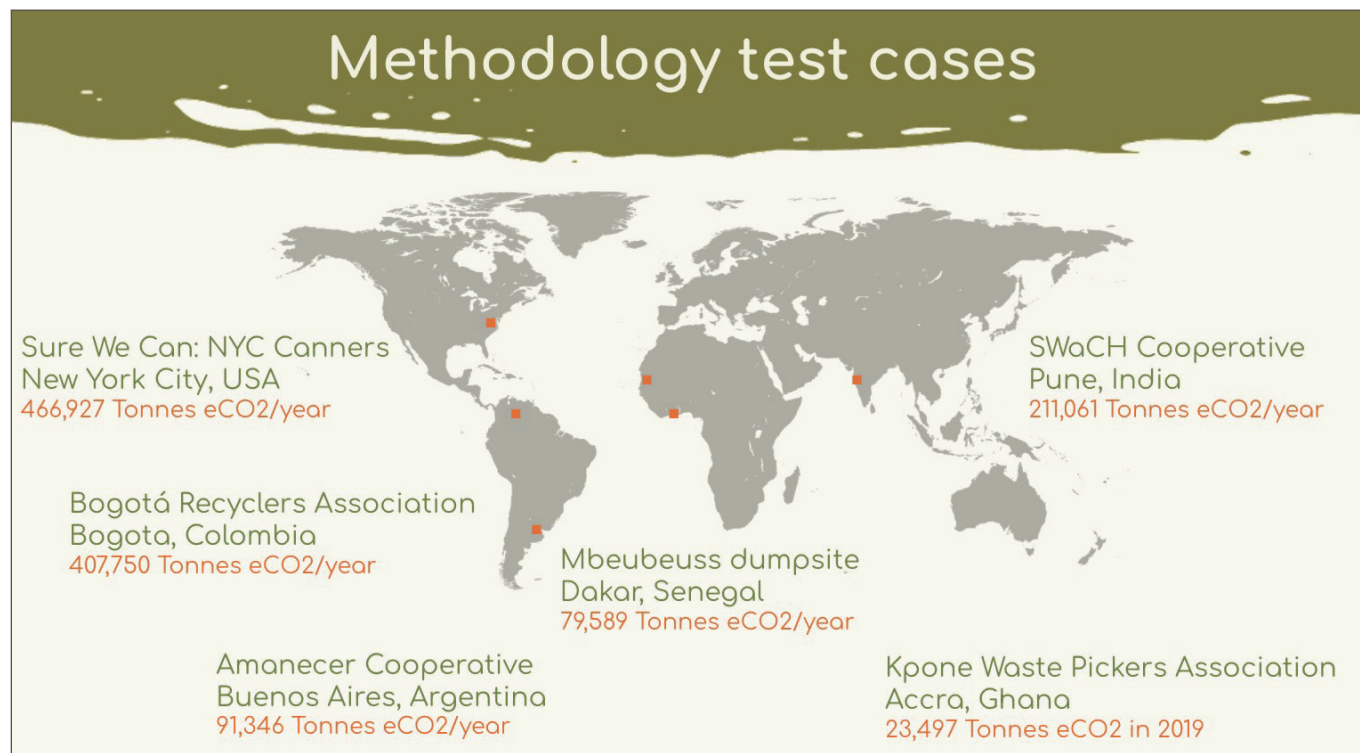
Lors d'un événement virtuel dans le cadre de la COP26 au mois de novembre dernier, WIEGO et l'Alliance mondiale des récupératrice·eur·s ont lancé leur calculateur d'émissions de gaz à effet de serre (GES) et leur méthodologie, qui permettent d'estimer les émissions de GES évitées grâce au travail des groupes de récupératrice·eur·s de matériaux. Cet outil, développé pour les organisations de récupératrice·eur·s de matériaux et leurs partenaires, permet de mesurer les émissions de GES évitées à travers les méthodes de traitement des déchets suivantes :

- le détournement des matériaux de la décomposition dans les sites d'enfouissement et les décharges ;
- le recyclage ;
- le tri et le transport manuels ;
- le détournement des matériaux des centres d'incinération à ciel ouvert.

Le calculateur a été testé par des groupes de récupératrice·eur·s de matériaux du monde entier avant d'être définitif.

Des récupérateur·eur·s de matériaux de différents pays ont raconté, aux personnes participant au lancement, leurs expériences concernant le changement climatique et leurs contributions à son atténuation. Dans la deuxième partie de l'événement, le calculateur a fait l'objet d'une démonstration et le développeur de l'outil, Green Partners, a expliqué dans une session les défis auxquels sont confrontés les groupes de récupérateur·eur·s de matériaux pour accéder aux crédits carbone. Le calculateur et la méthodologie explicative sont en cours de traduction vers l'espagnol, le français et le portugais. <https://www.wiego.org/ghg>

Voici une carte des lieux où le calculateur a été testé et de la quantité d'émissions de CO2 évitées par chaque groupe.



Les leaders des vendeuse·eur·s de rue en Afrique du Sud se concentrent sur la négociation collective

Quarante leaders des vendeuse·eur·s de rue venant de toute l'Afrique du Sud se sont réuni·e·s à Johannesburg en novembre pour un atelier de formation de WIEGO sur la négociation collective. Deux leaders des récupérateur·e·s de matériaux y ont également participé afin d'apprendre et d'échanger entre les deux secteurs.

Les objectifs consistaient à familiariser les participant·e·s aux [Lignes directrices pour les gouvernements locaux sur le commerce dans l'espace public](#), à renforcer leur capacité à entamer et à mener des négociations avec les gouvernements locaux et à développer des plans de négociation au niveau local pour 2022. Les principaux problèmes identifiés en vue des négociations avec les municipalités sont la saleté des toilettes publiques, la corruption, les expulsions et les confiscations. Les participant·e·s ont convenu collectivement que la résolution de ces problèmes exigera de la planification, du travail en équipe et du sang-froid lors des négociations.

Rosheda Muller, présidente de l'Alliance des commerçant·e·s de l'informel en Afrique du Sud (SAITA), a déclaré :

« Je n'avais jamais pensé à toutes les stratégies et tactiques que nous devons appliquer dans les négociations collectives. »



Les participant·e·s de la région de Mpumalanga font leurs plans de négociation pour 2022.

Crédit photo :
Jane Barrett

ATEMDO rencontre les travailleuse·eur·s à domicile dans des villes brésiliennes

Au Brésil, l'équipe de l'Association des travailleuse·eur·s à domicile (ATEMDO) a organisé des rencontres en personne avec des associations et des travailleuse·eur·s à domicile indépendant·e·s à Miravânia, dans l'État du Minas Gerais, et à Osasco, Guarulhos et Artur Nogueira, dans l'État de São Paulo, ainsi qu'une réunion en ligne avec des membres de l'association ArtSol d'Aracati, dans l'État du Ceará, en novembre et décembre.

Le projet « Ancestralité : récupérer les connaissances pour bâtir l'avenir », soutenu par HomeNet International et WIEGO, a été présenté lors de chaque rencontre.

Parmi les sujets traités, figurent la convention de l'Organisation internationale du Travail sur le travail à domicile (C177), les instruments de formalisation, les principes de l'économie solidaire et les fonds renouvelables de solidarité. Enfin, un questionnaire comportant 79 questions sur les conditions de vie et de travail a été adressé aux membres d'ATEMDO.



Rencontre à l'école municipale José Belém de Souza, dans le quartier de Peri Peri à Miravânia, Minas Gerais.



La réunion d'ATEMDO avec l'association ArtSol d'Aracati, Ceará, a été virtuelle.

RENATTA-Pérou rencontre ses membres face à face

Le Réseau national de travailleuse·eur·s indépendant·e·s (RENATTA) est une organisation composée de 1 260 membres, entre vendeuse·eur·s de marche et de rue et travailleuse·eur·s à domicile, qui fait partie de la campagne « Les travailleuse·eur·s surmontent la COVID-19 », menée celle-ci par des organisations de travailleuse·eur·s de l'informel à [Lima](#). Dans le cadre des activités de la campagne, la présidente de RENATTA, Rita Maguina, la vice-présidente Alcira Varillas et la secrétaire Gloria Solorzano, avec le soutien de HomeNet International et de WIEGO, ont rendu visite aux membres des quartiers de Comas, Los Olivos, Independencia, San Martín de Porres et Cercado de Lima, dans la métropole de Lima, au cours des trois derniers mois de 2021.



Au marché de la rue Mártir Olaya, dans le quartier San Martín de Porres, à Lima.

Ces visites en personne rendues aux membres ont permis de savoir comment elles·ils affrontent la pandémie. En outre, les représentant·e-s de RENATTA ont mené un processus de consultation et ont enregistré l'organisation en tant que syndicat auprès du ministère du Travail du Pérou. Le groupe attend maintenant la résolution administrative confirmant l'enregistrement.

Visite au marché de Los Tumbos, dans le quartier Independencia, à Lima.



Des organisations de récupératrice·eur·s de matériaux du monde entier adhèrent à un document de position portant sur la responsabilité élargie des producteurs

Au cours des trois dernières années, l'Alliance mondiale des récupératrice·eur·s et ses organisations membres, avec le soutien de WIEGO, ont élaboré collectivement un document de position sur la responsabilité élargie des producteurs (REP). À travers le monde, des gouvernements introduisent des réglementations de REP pour obliger les fabricants à assumer la responsabilité de réduire et de recycler les plastiques et autres déchets issus de leur production (en particulier les emballages).

Les organisations de récupératrice·eur·s de matériaux exigent que les régimes de REP reconnaissent leur rôle socialement et écologiquement durable dans le recyclage. Au lieu de les déposséder de leur patrimoine matériel et intellectuel, il faut de régimes de REP justes et inclusifs qui renforcent – plutôt que de fragiliser – les moyens de subsistance des récupératrice·eur·s de matériaux.

Le document de [position](#) publié est précédé d'une déclaration et toutes les organisations de récupératrice·eur·s de matériaux ont été invitées à soutenir la position. Elle sera utilisée par ces organisations pour orienter leurs négociations avec les gouvernements et les producteurs aux niveaux local, national et mondial.



CANETTES RECYCLÉES PAR DES RÉCUPÉRATEURS AU SÉNÉGAL, MARTA MOREIRAS, 2020

PRISE DE POSITION

1. OBLIGATOIRE ET DIRIGÉ PAR LE GOUVERNEMENT
2. INTÉGRATION OBLIGATOIRE
3. PAIEMENT INTÉGRAL ET PROTECTION CONTRE LES RISQUES
4. TRANSPARENCE, SURVEILLANCE ET ADAPTATION
5. COMMUNICATION CLAIRE ET FORMATION SUR LES SYSTÈMES DE REP
6. LES PRINCIPES DE PARTENARIAT ET DE CRÉDIT D'Û

Des récupérateur·eur·s de matériaux expulsé·e·s sans moyen de subsistance dans leur nouvel emplacement

L'expulsion et le relogement des récupérateur·eur·s de matériaux de Mushroomville, dans la province de Gauteng en Afrique du Sud, ont eu lieu le 6 décembre 2021. Avant l'expulsion, WIEGO et ses partenaires avaient publié une déclaration se solidarisant avec les récupérateur·eur·s de Mushroomville, en exigeant que la municipalité de Tshwane leur accorde le droit de continuer à travailler à la fois dans la ville et à proximité de leur nouveau lieu d'habitation.

Un·e récupérateur·eur de Mushroomville avec les matériaux collectés.



Après l'expulsion et le relogement, les récupérateur·eur·s de matériaux ont été privé·e·s de moyens de subsistance, car on ne les autorise pas à utiliser leur nouvel espace de vie pour leurs activités de récupération. En plus, ce nouvel endroit est éloigné des sources de matériaux. Par ailleurs, l'interdiction d'utiliser le domicile comme espace de tri des déchets constitue un défi auquel font face beaucoup de récupérateur·eur·s de matériaux dans le monde. Cela exige de repenser la réglementation de l'occupation des sols ainsi que la planification urbaine.

Le Forum de négociation des récupérateur·eur·s de matériaux de Tshwane, avec le soutien de WIEGO et d'autres ONG, continuera à s'engager auprès du département de l'Environnement et de l'Agriculture de la municipalité de Tshwane, et ce, afin de trouver une solution au problème rencontré par les récupérateur·eur·s de Mushroomville, ainsi que pour assurer leur formalisation et leur intégration au sein du système de gestion des déchets solides de la municipalité.

Nettoyage communautaire de trois jours à Kibera, au Kenya

Avec la devise « l'Union fait la force », le tout récent groupe d'entraide des récupératrice·eur·s de matériaux 42 Kibera Walakolo a transformé son nettoyage communautaire mensuel en un événement de trois jours, avec d'autres récupératrice·eur·s de Kibera, sous le patronage de l'Organisation de base communautaire pour la gestion des déchets solides à Kibera et en partenariat avec l'Association des fabricants du Kenya (KAM).

L'événement a débuté dans les fondations de Walakolo, aux 42 ronds-points, puis s'est poursuivi vers Karanja, à Kibera, et s'est terminé à Lindi. Le nettoyage a été conclu par une table ronde, où les partenaires ont comparé les entreprises de recyclage de la région en vue d'une collaboration future.

Le groupe d'entraide des récupératrice·eur·s de matériaux 42 Kibera Walakolo a été formé en juillet 2021 après des consultations et des délibérations entre ses membres, celles-ci à la suite de la participation d'un·e de ses membres à une réunion organisée par WIEGO à Kisumu l'année précédente.




Les récupératrice·eur·s de matériaux de Walakolo dans leur premier nettoyage de 2022.

Crédit photo : Facebook

Ressources pour les OB



« **Exemples de bonnes pratiques** » et « **Comment lutter contre la violence au travail** » sont parmi les onze **outils de poche** pour les travailleuse·eur·s non salarié·e·s dépendant·e·s à domicile travaillant dans les chaînes d'approvisionnement de l'industrie du vêtement. Les outils font partie d'une série produite dans le cadre du projet Les travailleuse·eur·s à domicile s'organisent pour l'autonomisation économique.


Juliet 2021

LA PROTECTION SOCIALE POUR LA REPRISE ÉCONOMIQUE

Messages clés et appels à l'action des travailleuse·eurs de l'économie informelle

Les investissements dans la protection sociale sont une partie intégrante de la reprise économique. Lorsque les gouvernements nationaux, les institutions financières internationales, les bailleuse·eurs de fonds et les entreprises envisagent une reprise économique viable et résiliente de la COVID-19, ils doivent penser à rendre de manière prioritaire les millions de personnes dans le monde qui travaillent dans l'économie informelle. WIEGO a préparé les messages et documents clés ci-dessous pour aider les travailleuse·eurs de l'informel et leurs organisations à plaider en faveur de politiques de retraite inclusives liées à la protection sociale.

Ce document comprend sept messages clés de haut niveau et l'appel à des appels à l'action destinés à des acteurs aux niveaux national et international.

Message clé 1

Investir dans des politiques permettant aux travailleuse·eurs de bénéficier d'une protection sociale et des services de santé et de garde d'enfants. Ces investissements font partie intégrante de la reprise économique.

Appels internationaux à l'action :

- Les institutions financières internationales peuvent soutenir les gouvernements en mettant fin aux programmes qui les amènent à réduire les dépenses publiques vitales et à dériver les cotisations d'assurance sociale des employeurs et/ou des entreprises. Elles peuvent également arrêter la dette des pays à faible revenu pour qu'ils puissent investir dans la protection sociale et les services publics pour
- Créer un pont entre les systèmes sociaux, tout en mettant en place des systèmes sociaux plus progressifs où les hautes revenus paient proportionnellement plus d'impôts sur le revenu et d'impôts sur les services que les travailleuse·eurs à faible revenu. Ces mesures peuvent garantir une meilleure redistribution des revenus grâce à des programmes d'aide sociale financés par ces impôts.
- Les pays à faible revenu et les institutions financières internationales peuvent favoriser le Fonds mondial pour la protection sociale, un modèle qui aide les pays à faible revenu à passer pour que leurs citoyens bénéficient d'un niveau minimum de sécurité des revenus tout au long de leur vie.

Appels nationaux à l'action :

- Les gouvernements nationaux doivent protéger – et non réduire – les dépenses de protection sociale et les services publics essentiels qui protègent les travailleuse·eurs et leurs familles de la pauvreté, de la vulnérabilité et de l'exclusion.
- Les gouvernements doivent garantir la subsistance minimale dans le traitement de la protection sociale, les employeuse·eurs et les acteurs économiques doivent passer une part plus importante de leurs revenus en cotisations d'assurance sociale et en impôts que les travailleuse·eurs de l'informel aux revenus faibles plus faibles (lire le Message clé 7).

La protection sociale pour la reprise économique : Messages clés et appels à l'action de la part des travailleuse·eurs de l'informel

FR : www.wiego.org/fr/ressources/la-protection-sociale-pour-la-reprise-economique

EN : www.wiego.org/resources/social-protection-economic-recovery-key-messages-and-calls-action-workers-informal

ES : www.wiego.org/es/recursos/proteccion-social-para-la-recuperacion-economica

Nous aimerions avoir de vos nouvelles...

Veillez nous faire part de vos échanges sur diverses plateformes en ligne tant que les rencontres en face à face sont limitées en raison de la COVID-19 !

Par exemple, voici ce qu'une OB de travailleuse·eur·s à domicile de Kampala, Uganda, a dit à ce propos :

« Pour Envirojewels, faire part aux membres pour qu'elles·ils utilisent cet espace en ligne est une bonne manière de leur faire sentir inclu·e·s dans cette nouvelle normalité »